

FSU84

Septembre 2018, n° 105

Pour l'Enseignement, l'Education, la Recherche, la Culture, la Formation, l'Insertion
TRIMESTRIEL DE LA FSU VAUCLUSE
116 rue Carreterie, 84000 Avignon
Tel. 04 90 82 15 50 – Fax. 04 90 85 36 36 – Mail : fsu84@fsu.fr
Site internet : fsu84.fsu.fr

AVIGNON CTC

P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

N° CPPAP: 0614 S 07929
N° ISSN: 1628-1071
Prix : 1,5 euro
Tirage : 1600 ex
Dir. de publication: S. Bartet
Rédacteur en chef: S. Bartet

DEPOSE LE 27/09/18

Sommaire

Page 1 : L'édito

Pages 2 et 3 : Élections professionnelles dans la
Fonction publique (6 déc. 2018)

Page 4 : « Rentrée Blanquer » 2018 -
Grève le 9 octobre

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique de la FSU 84.
Conformément à la loi du 08/01/1978, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer
les informations vous concernant en vous adressant à la FSU Vaucluse.

L'édito : Dingue de pognon

Certains attendraient un tournant social de la part du Président de la République. On a surtout vu, depuis la rentrée, une reprise en main du parti et du groupe parlementaire LREM, pourtant pas des plus remuants, et de gros efforts de « com », du côté de l'Exécutif. La popularité n'a pas l'air bien au rendez-vous, tant il est difficile de croire encore au macronisme, comme « progressisme » équilibré. Reste une politique antisociale, aux dimensions de plus en plus autoritaires et népotiques.

Seul le ministre de l'Education, M. Blanquer, manipule mieux l'opinion. Mais sa fonction réelle, qui participe de cette politique antisociale, apparaît de plus en plus nettement : celle d'un « cost killer » (tueur de coûts), pour paraphraser le vocabulaire managérial, qui va si bien au macronisme.

Réduire la dépense publique, pour basculer de plus en plus totalement dans la société de marché, est bien l'obsession des gouvernements voués à appliquer les dogmes de l'orthodoxie économique et à servir les intérêts des milieux d'affaires. Ainsi, quand M. Macron dit que les aides sociales coûtent « un pognon de dingue », nul doute qu'il pense la même chose des services publics et des fonctionnaires, de la protection sociale et des retraites.

Mais qu'est-ce qui coûte vraiment ? La dépense publique, investissement pour la solidité de notre

économie comme de notre modèle social, ou les cadeaux fiscaux pour les plus riches et pour les « entreprises » ? Où va le « pognon » ?

Et pendant que se déploient les politiques de tels gouvernements, nourrissant les désillusions, les frustrations, les ressentiments, la voie s'ouvre davantage encore aux partis d'extrême droite, xénophobes, prétendument « populistes », mais prêts à mener également des politiques antisociales. Alors, qui est « dingue » ?

Dans leur coin, les dirigeants des grandes entreprises, dont l'appétit de profits est insatiable, attendent que notre modèle social soit le plus réduit possible, pour développer à la place de juteux marchés (dans la santé, les complémentaires retraites, l'éducation...) ou bénéficier de privatisations. Mêmes questions : qui est « dingue » et où ira le « pognon » ?

Face à cela, pour résister, pour construire des alternatives, le syndicalisme, selon la FSU, est indispensable. La FSU va poursuivre son engagement, dans un cadre le plus unitaire possible, pour porter des revendications et des choix alternatifs, pour défendre la Fonction publique, convaincue que les services publics et leurs agents ont un rôle primordial à jouer pour une société plus juste, plus solidaire et plus égalitaire.

Sylvain Bartet, secrétaire départemental de la FSU

6 décembre 2018 : Élections professionnelles dans la Fonction publique

Votez et faites voter pour la FSU et ses syndicats

Tous les agents de la fonction publique sont appelés à élire leurs représentants (face à l'Administration), au sein des organismes consultatifs (nationaux et locaux) : les comités techniques (CT), les commissions administratives paritaires (CAP, pour les agents titulaires), les commissions consultatives paritaires (CCP, pour les personnels contractuels).

La représentativité des organisations syndicales sera établie à partir des résultats des votes pour les CT. Les autres instances seront ainsi renouvelées en fonction de ces votes : les CHSCT (comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) et les conseils supérieurs (consultés, au niveau ministériel, sur toutes les questions d'ordre général).

La FSU et ses syndicats, à travers ces élections, entendent représenter **un syndicalisme de lutte et de transformation sociale progressiste**, qui allie contestation et proposition, recherche du rapport de forces et négociations, efforts de mobilisation et travail dans les instances, pour faire avancer ses revendications.

- C'est pourquoi, par exemple, dans les instances nationales, la FSU a soutenu le protocole « PPCR » (2016) : elle y avait obtenu des avancées, certes insuffisantes mais réelles, en faveur de la revalorisation et de la carrière des agents. Ses syndicats se battent maintenant, dans les instances locales, pour faire respecter les nouveaux droits obtenus, tout en continuant de revendiquer une revalorisation beaucoup plus significative.

Voter pour la FSU et ses syndicats, c'est faire le choix d'un syndicalisme de terrain, revendicatif et combatif :

- **Un syndicalisme qui se bat pied à pied dans les organismes consultatifs**, face à l'Administration, pour défendre les intérêts et les droits individuels et collectifs des personnels, pour obtenir des avancées concrètes.
- **Un syndicalisme qui organise aussi la mobilisation « dans la rue »** et qui recherche toujours l'unité, pour défendre la fonction publique et les services publics, promouvoir des revendications de progrès et des alternatives économiques et sociales.



La FSU est la 1ère fédération de l'Education nationale (au niveau national comme au niveau départemental).

Elle représente l'ensemble des personnels : les personnels enseignants, du premier degré comme du second degré et du supérieur ; les personnels « non enseignants ».

Elle est essentielle, dans l'Education, pour construire les luttes comme pour représenter ces personnels, pour s'opposer notamment au retour de l'austérité.

En outre, **la FSU est fortement représentée dans l'ensemble de la Fonction publique de l'Etat.**

Deuxième fédération syndicale au sein de la FPE, elle y est incontournable pour défendre la Fonction publique et les services publics, face aux politiques néolibérales et managériales.



La FSU se développe aussi dans la Fonction publique territoriale. **La FSU « Territoriale » est la première organisation, majoritaire, au sein des personnels du Conseil départemental de Vaucluse et du Conseil régional PACA.**

Elle est reconnue pour son efficacité par les agents. Dans les collectivités, là aussi, elle se bat pour les défendre, face aux restrictions budgétaires et aux « réorganisations » de services, pour améliorer les conditions de travail et les salaires.

Pour gagner la revalorisation et l'amélioration des carrières :

- Augmentation du point d'indice
- Rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis les mesures de gel du point d'indice
- Abrogation de la journée de carence
- Respect des engagements du protocole « PPCR » favorables aux agents (améliorations des grilles indiciaires ; transferts de primes en points d'indices, pour un meilleur calcul des pensions ; droit à une carrière sur 2 grades...)
- Des CAP maintenues et respectées

Pour défendre et améliorer les conditions de travail :

- Des créations de postes en nombre suffisant
- Une bonne organisation du temps de travail
- Une autre organisation des services qui prenne mieux en compte l'expertise professionnelle des agent-es
- Une réelle médecine de prévention pour toutes et tous
- Des mesures concernant la prise en compte de la pénibilité
- Des CHSCT préservés et confortés



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Auprès des personnels, dans la rue, dans les instances

- Pour la FSU et ses syndicats, **les organismes consultatifs sont des terrains d'action**, indispensables, pour porter la parole des personnels, pour défendre leurs carrières (en CAP ou en CCP), les services (en CT), la santé et la sécurité au travail et les conditions de travail (au sein des CHSCT).
- Pour la FSU et ses syndicats, **d'autres choix économiques et sociaux** sont nécessaires, pour une société plus juste et plus solidaire, dans laquelle la fonction publique et les services publics ont un rôle essentiel à jouer.
- **Contre l'austérité et les politiques néolibérales, les logiques managériales et leurs conséquences pour les agents**

Pour de meilleures retraites :

- Refuser les retraites par points ou par comptes notionnels, voulues par le gouvernement : ce sont des moyens de réduire encore les pensions et/ou d'allonger les carrières
- Préserver le régime de retraites des fonctionnaires
- Améliorer les conditions de fins de carrière et les niveaux de pensions

Pour défendre les statuts :

- Opposition aux mesures avancées par le gouvernement, à travers « CAP22 » (comité action publique 2022) et son projet de « refonder le contrat social avec les agents de la FP » : remise en cause des services et des statuts, restrictions budgétaires et suppressions de postes, précarisation, menaces contre l'existence des CAP et CHSCT, contre le paritarisme...
- Respect des droits individuels et collectifs : « pas touche aux CAP et CHSCT » (cf. pétition lancée par la FSU : fsu84.fsu.fr)
- Plan de titularisations des personnels contractuels, pour en finir avec la précarité dans la FP

Si l'on croyait les partisans du gouvernement, le dédoublement des classes de CP et de CE, dans les écoles REP (réseau éducation prioritaire), serait la preuve que l'École reste une priorité pour M. Macron et son zélé ministre de l'Éducation nationale, M. Blanquer. Il existerait donc une politique qui ne soit pas antisociale, de la part de l'Exécutif.

La réalité de la rentrée scolaire, avec ses traductions locales, est toute autre. Car M. Blanquer est là, avant tout, pour participer dans son champ, à la réduction de la dépense publique.

En effet, pour la rentrée scolaire de septembre 2018, le dédoublement des classes de CP, en REP et REP+, des classes de CE1 en REP+, se fait sans moyens supplémentaires. Au détriment des autres classes et de tout le reste du système éducatif, du 1^{er} degré au 2nd degré. Dans le 2nd degré, 2600 postes de stagiaires, soit 1300 ETP (emplois temps plein) – les stagiaires effectuant un demi service – ont été supprimés et 2600 autres ETP devront l'être pour la rentrée 2019.

Dans le Vaucluse, les 52 ETP, créés dans le 1^{er} degré – les écoles primaires accueillant environ 150 élèves de plus – sont complètement absorbés par ces dédoublements et sont « payés » par les autres classes et dispositifs. Ainsi, les ouvertures de classes nécessaires dans des niveaux surchargés, y compris les CM des écoles REP et REP+, ne sont pas possibles. Le dispositif « plus de maîtres que de classes » a maintenant totalement disparu dans le département. Les conditions de fonctionnement du remplacement, des RASED (réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté), des directions d'écoles, ne peuvent être améliorées.

Le SNUipp-FSU84 estime que le double de création de postes aurait été nécessaire pour financer à la fois les dédoublements en CP-CE (les mesures de réduction d'effectif par classe étant bonnes en soi) mais aussi les autres besoins urgents.

Dans les collèges du Vaucluse (compétence de l'Administration départementale), 340 élèves supplémentaires étant attendus pour la rentrée 2018, 4 postes d'enseignants ont été créés. Soit 1 poste pour 85

élèves. Autant dire que le problème des effectifs par classe, récurrent dans le département, s'approfondit. Comme celui de l'encadrement des élèves par les vies scolaires, déjà particulièrement sous dotées dans le Vaucluse et touchées l'an dernier par la suppression des postes en « contrats aidés » : pas une seule création de poste de CPE, ni d'AED (assistant d'éducation) dans le département.

Il faut rappeler, en outre, que la réforme des lycées, voulue par le ministre de l'EN, est également un outil d'économies budgétaires. Le SNES-FSU estime que le ministère pourrait supprimer jusqu'à 5.000 postes dans les prochaines années, par la suppression des séries (L, ES, S) et la mutualisation des heures d'enseignement en tronc commun, par la réduction des options, des dédoublements, etc.

Enfin, autre chantier en cours, dans l'Académie d'Aix-Marseille, la mise en place de réseaux d'écoles et d'établissements, de la maternelle au lycée (à la place des anciens « bassins »), pourrait aussi servir à réduire des moyens financiers et des postes, par leur mutualisation entre écoles, collèges et lycées de tel ou tel réseau.

Cela dit, la convention de groupements de services, au sein des réseaux, qui portait le risque d'une telle mutualisation, a été abandonnée par le Rectorat, face à la réaction déterminée des syndicats de la FSU et de leurs militants, notamment dans les conseils d'administration (CA) des collèges et des lycées. De nombreux CA ont voté contre cette convention, la rendant caduque. Preuve qu'il ne faut négliger aucun terrain de lutte et d'expression, que la mobilisation du plus grand nombre reste incontournable et qu'alors, espérer des avancées devient possible.

Grève le mardi 9 octobre 2018

➤ *Pour défendre les services publics et la fonction publique : revalorisation, emploi, conditions de travail*

➤ *Contre la destruction de notre modèle social et pour la conquête de nouveaux droits*

=> [Voir sur le site FSU84 \(fsu84.fsu.fr\)](http://fsu84.fsu.fr)

Manifestation unitaire à Avignon,

CGT-FO-FSU-Solidaires-UNEF-UNL

Départ 10h30, cours Jean Jaurès

